



NEWSLETTER

ASILE & MIGRATION

NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2023

Cette newsletter vous donne un aperçu des thèmes importants et des activités actuelles d'Amnesty Suisse sur le thème de l'asile et de la migration. Vous trouverez des informations détaillées sur notre site web. Si vous avez des questions ou des suggestions, vous pouvez vous adresser à Kishor Paul (kpaul@amnesty.ch).

Table ronde « Protection des femmes* réfugiées contre la violence basée sur le genre », Jeudi, 30 novembre 2023 à Berne



Dans le cadre de la campagne «16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes», Amnesty International organise, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugié·e·x·s (HCR), une table ronde intitulée «Protection des femmes* réfugiées contre la violence basée sur le genre – Mesures politiques et défis actuels » .

Dans le monde, environ **une femme* sur trois est exposée à la violence basée sur le genre**. Les femmes demandeuses d'asile et les personnes lues comme des personnes de genre féminin courent souvent un risque accru de subir de telles violences - que ce soit **dans leur pays d'origine, pendant leur fuite ou dans le pays d'accueil**.

La table ronde abordera **ce thème urgent** et se concentrera plus particulièrement sur la situation dans les Centres fédéraux pour requérant·e·x·s d'asile (CFA) en Suisse. Ensemble, nous nous pencherons sur la question de savoir **comment les femmes et les personnes lues comme des personnes de genre féminin sont protégées contre la violence basée sur le genre**, avec des invité·e·x·s issu·e·x·s de la politique, du barreau, du secteur de la santé, de la société civile et du Secrétariat d'État aux migrations.

(*les personnes lues comme des personnes de genre féminin ou qui se considèrent comme des femmes).

Jeudi, 30 novembre 2023, de 18h00 à 19h30,

Centre de congrès Kreuz, Zeughausgasse 41, Berne, salle Hodler au 1er sous-sol,
Traduction de l'allemand vers le français.

[Plus d'infos et inscriptions ici.](#)

Rencontre réseau: Save the Date, le 20.01.24 à Bienne

La prochaine rencontre du réseau asile et migration aura lieu en janvier. Réserve déjà le samedi 20 janvier 2024. Plus d'informations à suivre.

Droits humains au parlement

« Placer les droits humains au cœur de l'action politique ! ». C'est l'appel qu'Amnesty Suisse a lancé aux futur·e·x·s parlementaires élu·e·x·s lors des élections fédérales du 22 octobre 2023. La brochure publiée à cet effet esquisse les principaux défis en matière de droits humains et formule des recommandations claires pour la prochaine législature. Il s'agit entre autres de recommandations dans les domaines de l'asile et de la migration, de la protection contre la discrimination et du droit de manifestation.

Tu trouves [ici plus d'informations](#) et la [brochure publiée](#).

Le reflet de politiques défailtantes

En septembre, plus de 6000 personnes, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, sont arrivées en quelques jours sur l'île italienne de Lampedusa. Dès leur arrivée, elles sont confrontées au manque de soutien de l'État italien. Nombreux sont les personnes qui doivent attendre plusieurs heures avant de recevoir les premiers soins, puis d'être conduits dans le seul centre d'accueil de l'île. Celui-ci a largement dépassé sa limite de saturation. Avec une capacité initiale de 400 personnes, il en accueille aujourd'hui plus de 6000.

Alors que l'Etat italien ne met pas suffisamment de ressources à disposition pour une prise en charge digne des personnes en fuite, les ONG qui effectuent par exemple des sauvetages civils en mer continuent d'être criminalisées et empêchées d'effectuer leur travail. Un autre aspect de la politique migratoire de l'État italien et de l'Union européenne est la coopération avec des États comme la Libye, la Tunisie ou l'Albanie. Ces derniers reçoivent entre autres des moyens financiers pour intercepter les migrant·e·x·s et les renvoyer dans des lieux où ils subissent systématiquement des violations des droits humains comme la torture, la violence et les viols.

Tu trouveras [ici plus d'informations](#) !

Reconnaissance faciale

Selon un sondage smartvote réalisé avant les élections fédérales de cette année, environ 80% des personnes candidates aux élections sont favorables à l'interdiction de la reconnaissance faciale automatique dans l'espace public. La majorité de tous les partis, à l'exception de l'UDC, s'oppose à cette forme de surveillance de masse.

L'un des principaux problèmes de ces systèmes de reconnaissance biométrique réside dans les bases de données nécessaires pour comparer les données collectées et identifier les personnes. La présence d'une telle infrastructure dans l'espace public peut déjà empêcher les gens de se déplacer librement et de participer à une manifestation - et donc restreindre de manière disproportionnée des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion. En outre, les systèmes de reconnaissance biométrique peuvent renforcer les discriminations existantes et en créer de nouvelles. Il a ainsi été démontré qu'ils reconnaissent moins bien les personnes à la peau foncée ou les femmes.

Ici, tu trouveras [plus d'informations](#) !